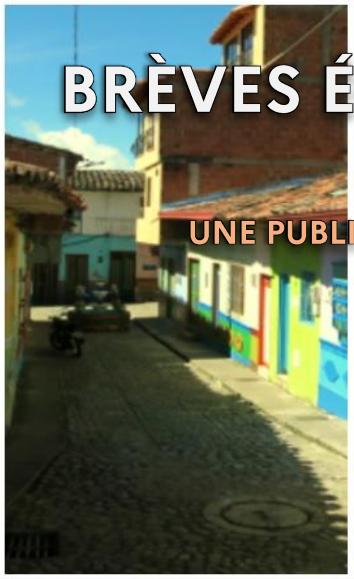

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMERIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BOGOTA

N° 8 – 24 février 2022.

En bref

Par un vote à 5 contre 4, lundi dernier, la Cour constitutionnelle de Colombie a dépénalisé l'avortement jusqu'à 24 semaines de gestation. La Colombie devient ainsi le 7e pays d'Amérique latine où l'avortement peut résulter d'une décision personnelle sans enfreindre la loi. Elle rejoint l'Argentine, Cuba, Porto Rico, l'Uruguay, le Guyana et la Guyane française. En outre, la Colombie est le premier pays de la région à autoriser le processus jusqu'à 24 semaines de gestation, contre 12 ou 14 semaines généralement. Au-delà de ce seuil, seuls les 3 motifs de malformation du fœtus, de danger pour la vie de la mère, ou de victime d'abus sexuels, pourront justifier l'avortement, tels qu'ils avaient été définis par la Cour constitutionnelle depuis 2006 en Colombie. Dans certains pays d'Amérique centrale, comme le Honduras, le Nicaragua, la République Dominicaine et Haïti, l'interruption volontaire de grossesse est illégale et ne prévoit aucune exception. Pour la Colombie, d'un point de vue de santé publique, la décision de la Cour constitutionnelle permettra d'éviter 400.000 avortements clandestins chaque année, parmi lesquels 93.000 cas de complications médicales sont enregistrés en moyenne et pèsent inutilement sur les ressources du système de santé publique. Au niveau national, il est estimé que les complications des suites d'une IVG clandestine constituent une des cinq premières causes de décès maternel.

LE CHIFFRE À RETENIR

7.

C'est le nombre de pays en Amérique latine où l'avortement est légal, après la décision prise par la Cour constitutionnelle de Colombie cette semaine de le dépénaliser.

BOLIVIE

Le pays annonce une émission souveraine de 2 Mds USD à un taux de 7,5 %.

La Bolivie s'apprête à placer sur les marchés internationaux 2 Mds USD de bons souverains à échéance 2030 à un taux d'intérêt de 7,5 % en échange d'anciennes obligations. Ces dernières correspondent à des émissions effectuées en 2012 pour 500 MUSD à 4,88 % ; en 2013 pour 500 MUSD à 5,95 % et en 2017 pour 1 Md USD à 4,5 %. Ce taux élevé découle principalement des récentes dégradations de la note de crédit de la Bolivie en 2019 et 2020, ainsi que d'un mauvais timing alors que les bons du Trésor américain ont gagné en attractivité récemment.

COLOMBIE

Les IDE ont augmenté de 62 % en janvier 2022, mais restent inférieurs au niveau de janvier 2020.

Selon les données de la Banque centrale, les Investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 962 MUSD en janvier 2022, un chiffre en augmentation de 62 % par rapport au mois de janvier 2021, qui avait enregistré un montant total de 593,6 MUSD d'IDE. Cependant, le

montant d'IDE à l'ouverture de l'année reste inférieur de 26 % à son niveau pré-pandémique, quand les IDE atteignaient 1,3 Mds USD en janvier 2020. Sur l'année 2021, le montant total des IDE était de 7,166 Mds USD, un volume en croissance de 4,84 % seulement comparé à l'année 2020 (avec 6,835 Mds USD d'IDE). La réduction de l'investissement étranger en Colombie n'est pas un cas isolé d'Amérique latine, une région marquée par les sorties de capitaux sur la dernière décennie. Avec cette tendance baissière, plusieurs analystes s'inquiètent de la capacité de la Colombie à financer son déséquilibre extérieur tel que le pays le faisait avant la pandémie. En outre, la Banque centrale a également enregistré fin 2021 un solde positif des investissements de portefeuille étrangers (107 MUSD), mais ce solde s'avère bien moins conséquent que le solde enregistré à la fin de l'année 2020 (694 MUSD). Sur 12 mois en 2021, seulement 4 ont enregistré des entrées nettes de capitaux dans les portefeuilles (avril, mai, juin et août). Le climat préelectoral en Colombie devrait continuer d'influencer à la baisse les flux d'investissement dans le pays au cours des prochains mois.

L'inflation affecte deux fois plus les « strates » 1 à 3 que le reste de la population.

Selon les données analysées par le journal télévisé Noticias Uno, la hausse de l'inflation affecte deux fois plus les ménages les plus pauvres, des « strates » 1 à 3 (strates socio-économiques allant de 1 à 6, utilisées pour classer les ménages en fonction des revenus), que le reste de la population. Sur les deux dernières années, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a principalement été tiré vers le haut par l'augmentation des prix des denrées alimentaires (+19,94 % en croissance biennale en janvier 2022), le principal panier de consommation des ménages en situation de pauvreté, représentant en moyenne 31 % de leur budget. Il est ainsi calculé qu'une famille gagnant 1,2 M COP et qui dépensait 600.000 COP en nourriture en 2021 devra dépenser cette année 719.640 COP pour le même panier alimentaire. Le Département Administratif National des Statistiques (DANE) s'est inquiété des résultats de cette enquête, affirmant que le phénomène d'inflation sur les denrées alimentaires entraînera davantage de pauvreté monétaire dans les ménages colombiens. En outre, l'inflation a également eu un fort impact sur les loyers et les services publics : avec ces facteurs supplémentaires, Noticias Uno a estimé qu'une personne gagnant le salaire minimum - bien que celui-ci ait augmenté de 10 % en janvier 2022 pour atteindre 1 M pesos - ne pourrait plus couvrir le même niveau de dépenses en 2022.

La Colombie espère accueillir 3,1 millions de visiteurs étrangers cette année.

Selon l'Institut des statistiques colombien (DANE), le PIB du secteur de l'hébergement et de la restauration en 2021 a atteint 8,7 Mds EUR, soit 15,6 % de plus qu'en 2019 et 59,7 % de plus qu'en 2020. Le secteur renoue ainsi avec des niveaux historiques pré-pandémiques. La Ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme, Ximena Lombana, a annoncé que le pays pourrait ainsi atteindre cette année 13,5 millions de touristes nationaux, soit 36 % de plus qu'en 2021. Concernant les vols aériens nationaux, en novembre 2021 le nombre de passagers était en croissance de 11 % par rapport au même mois de 2019. Enfin, la Ministre a annoncé que le pays s'attendait à accueillir 3,1 millions de visiteurs étrangers, qui permettront de dépasser les records obtenus en 2021 dans le secteur.

ÉQUATEUR

Le taux de population active occupée est de 33,1 % en janvier.

Selon la dernière enquête emploi réalisée par l'Institut des Statistiques local, seulement 3 actifs sur 10 ont un emploi formel. En janvier 2022, le taux de la population active occupée était en effet de 33,1 %, en augmentation de 1,1 % par rapport à janvier 2021. Le taux de chômage s'est établi à 5,4 %, en augmentation de 0,1 % par rapport à janvier 2021. Le taux de sous-emploi, c'est-à-dire les personnes ayant une activité informelle qui ne sont pas affiliées à la sécurité sociale, s'est établi à 60,9 % de la population active.

Le Ministère de la santé et Sinovac signent un accord d'intention.

Le Ministère de la santé équatorien et Sinovac ont signé un accord d'intention (MoU) pour l'installation d'une usine de production de vaccins et d'autres médicaments de la marque, qui aura également pour vocation d'exporter dans la région. L'accord comporte en outre une composante de transfert de technologies et de formation. Le calendrier prévoit l'ouverture de l'usine à l'été 2023.

PÉROU

Le premier procès de l'Affaire Lava Jato, à l'encontre de l'ex-Président Humala et de son épouse, a commencé.

Cette semaine a débuté le procès (« juicio oral ») contre l'ex-Président Ollanta Humala et son épouse et ancienne Présidente du Parti Nationaliste Nadine Heredia, accusés de blanchiment d'argent. Le Ministère public a demandé des peines de prison de 20 et 26 ans respectivement pour les accusés. Selon le procureur Germán Juárez, le Parti Nationaliste aurait reçu un financement illicite de la part du gouvernement vénézuélien lors de la campagne présidentielle de 2006. En outre, Mme Heredia aurait contacté l'entreprise brésilienne OAS pour demander un financement. Le Parti aurait également reçu des fonds du Parti des Travailleurs du Brésil à travers l'entreprise brésilienne Odebrecht. Initiée en 2016, l'enquête de l'affaire Lava Jato a révélé que des entreprises de construction brésiliennes dont Odebrecht et OAS ont financé de manière systématique des candidatures présidentielles au Pérou, le scandale éclaboussant 4 ex-présidents, 2 ex-maires de Lima et Keiko Fujimori, une des leaders de l'opposition. Ces 7 personnes ont connu la prison préventive ou l'assignation à domicile, sauf l'ex-président Alan García qui s'est suicidé lors de son arrestation.

La distribution du « Bono 210 » se poursuit.

Le gouvernement péruvien a commencé fin janvier à distribuer le "Bono 210", une nouvelle subvention directe de 210 PEN (56 USD) destinée aux travailleurs formels bénéficiant d'un contrat de travail au troisième trimestre 2021 et gagnant moins de 2 000 PEN mensuels (533 USD). Cette subvention sous la responsabilité de l'Assurance Santé publique (EsSalud) sera distribuée à travers le système financier jusqu'au 22 mars.

Le PIB a enregistré une croissance de 13,3 % en 2021, et l'investissement privé a augmenté de 36 %.

Les derniers chiffres de l'Institut National des Statistiques (INEI) témoignent d'un net rebond de la croissance du PIB de 13,3 % en 2021, après une contraction de 11 % en 2020. Parmi les composantes de la demande interne, en 2021, le Pérou affiche une croissance de 12 % de la consommation privée grâce notamment à la reprise économique et la reprise de l'emploi. Par ailleurs, on remarque une croissance de la consommation publique (6 %); de l'investissement public (29 %) ; et de l'investissement privé (36 %). En outre, les exportations ont crû de 17,1 % grâce aux cours élevés des produits miniers. Les importations pour leur part ont progressé de 25,1 %. En termes sectoriels, les principaux contributeurs au PIB ont affiché des croissances conséquentes, notamment l'industrie manufacturière (+17,7 %), les services personnels et immobiliers (+7,8 %), les mines et hydrocarbures (35,5 %), et le commerce et service automobiles (18 %). Alors que l'effet rebond se dissipe (croissance de 1,7 % en décembre contre 59 % en avril), la Banque centrale prévoit une croissance beaucoup plus modérée de 3,4 % en 2022, tirée par les exportations (+7,5 %), l'investissement public (+4,5 %) et la consommation privée (+4 %), mais qui ne pourra compter sur l'investissement privé (prévision de croissance nulle).

SURINAME

Les conditions d'exploitation accordées aux compagnies pétrolières font polémique.

Dans un pays criblé de dettes, mais bénéficiant de prêts des organisations internationales conditionnés à des mesures d'austérité budgétaire affectant la population, les conditions de l'exploitation des réserves de pétrole accordées aux compagnies pétrolières Total Energies et APA (anciennement Apache) font polémique. Les contrats de partage de la production entre le gouvernement et les compagnies pétrolières pour les blocs pétroliers offshore en développement au Suriname sont basés sur un taux de redevance de seulement 6,25 %. Ce taux est inférieur à la moitié du taux moyen de redevance dans les pays en développement détenteurs de ressources pétrolières, qui est de 16 % en moyenne. En outre, les contrats d'exploitation prévoient des exonérations de droits de douane pour les importations et les exportations liées au secteur pétrolier. Ainsi, selon les estimations des premiers rapports, le seuil de rentabilité pour les compagnies pétrolières se situerait entre 35 et 40 USD par baril, bien en-dessous des cours actuels du pétrole. Un tel déséquilibre entre les faveurs accordées au secteur pétrolier en plein développement, grâce auquel le gouvernement pourrait augmenter considérablement ses revenus, et les mesures d'austérité budgétaire, pose question chez les Surinamais qui vivent depuis plusieurs années une crise économique sans précédent.

VENEZUELA

Les réserves d'or de la BCV sont tombées à leur plus bas niveau en 50 ans.

Selon les comptes financiers de la Banque centrale du Venezuela (BCV) publiés mi-février,

les réserves d'or qu'elle détient ont diminué de 7 tonnes en 2021 pour atteindre un stock de 79 tonnes. Il s'agit du niveau de réserves le plus bas jamais enregistré depuis 50 ans. Le rapport de la BCV n'a pas précisé quel usage avait été fait des 7 tonnes écoulées l'année passée pour un montant total de 493 MUSD, bien que par le passé, la BCV ait souvent utilisé ses réserves d'or pour aider les finances nationales dans un contexte de crise économique prolongée. La valeur des réserves d'or de la BCV à fin 2021 s'élève désormais à 4,56 Mds USD, dans un contexte de chute des cours de l'or : après 1833 USD par once troy d'or en 2020, le prix s'est fixé en 2021 à 1799 USD. Alors qu'elle détenait jusqu'en 2015 plus de 300 tonnes d'équivalent or, la BCV fait aujourd'hui face à une diminution alarmante de ses réserves tandis que la situation au Venezuela ne présente que peu d'améliorations.

Repsol se prépare à mettre un terme à sa présence de longue date au Venezuela.

Le 1e juin 2022, la prolongation accordée par le gouvernement américain de la licence de Repsol pour son partenariat avec l'entreprise publique PdVSA prendra fin. A l'heure actuelle, les sanctions imposées par les Etats-Unis impliquent que les entreprises ne peuvent pas extraire, vendre ou transporter du pétrole vénézuélien, ni embaucher du personnel supplémentaire ou verser des dividendes à PdVSA. En outre, l'expiration de la licence en juin marquera la fin des activités visant au maintien limité des opérations essentielles à la sécurité et à la préservation des actifs de Repsol. Jusqu'alors, la société enregistrait à chaque renouvellement de sa licence par l'OFAC une réduction de son exposition aux fonds propres, que l'entreprise espagnole a réduits de 90 % depuis 2016. Désormais, si l'entreprise décidait de se retirer du Venezuela, l'impact sur son bilan ne serait que de 298 MEUR, contre plus de 2 Mds EUR en 2016.

Les remesas pourraient atteindre 4,8 Mds USD cette année.

Le cabinet Dinamica Venezuela prévoit une augmentation de 45 % du flux des transferts de fonds des migrants vénézuéliens (remesas) pour l'année en cours par rapport à 2021. Selon cette estimation, les remesas pourraient atteindre 4,8 Mds USD, contre 3,3 Mds USD en 2021, après s'être fortement contractées à 1,5 Md USD en 2020 du fait de la pandémie. La croissance continue des remesas consacre la transformation du Venezuela depuis une économie pétrolière vers une économie des transferts de fonds, et pourrait avoir un impact inflationniste du fait d'une entrée soudaine de revenus dans le pays. En moyenne depuis l'Espagne, les remesas à destination du Venezuela varient entre 100 et 500 EUR par famille par mois.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 24 février 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un shéma de vaccination complet	
	En nombre	*Pour 1M d'habitants*	*En nombre*	*Pour 1M d'habitants*	*En nombre*	*en % de la population*	*en nombre*	*en % de la population*
Bolivie	891 851	74 727	21 406	1 794	1,3 M	11%	5,5 M	47%
Equateur	820 541	45 375	35 172	1 945	1,2 M	7%	13,5 M	75%
Colombie	6 054 307	116 936	138 364	2 672	7,9 M	15%	33,3 M	65%
Pérou	3 503 892	103 890	209 927	6 224	2 M	6%	23,2 M	70%
Venezuela	512 560	18 109	5 624	199	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	53 775 113	n.d	1 252 673	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

			Croissance du PIB					*IDH (rang mondial)*		*Doing Business (rang mondial)*	
	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	2020 e.	2021 p.	2022 p.	Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Pierre SENTENAC, Lucile MINIERE
Rédacteurs : Andrés PALACIOS, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE et Lucas PLÉ.

Pour s'abonner : lucas.ple@dgtresor.gouv.fr